

Marina GLAMOTCHAK

Processus de transition entre démocratisation et fascisation (Analyse sociologique appliquée en Croatie et en Serbie)

RESUME DE LA THESE

Si le changement (dans le sens de la chute du communisme et de l'introduction d'éléments sociaux compatibles avec les sociétés dites capitalistes, à savoir la concurrence politique et l'économie de marché) a été brusque, la transition d'un système en situation d'échec à un système "modèle" est difficile à gérer et encore plus ardue à institutionnaliser bien que l'Europe de l'Est ait fait une avancée considérable sur la voie démocratique.

Une des questions cruciales à se poser pour pouvoir décrire le processus de transition après la chute du communisme est la suivante : comment juger de l'établissement d'un système démocratique sur les ruines du communisme ? Quelle est la vraie nature du changement ? Comment élaborer et mettre en œuvre les paramètres propres aux régimes démocratiques sur le très lourd héritage d'un système économique dont le communisme était fier ? Quels sont les indicateurs indispensables, surtout dans le domaine politique, qui nous permettront de définir le nouveau régime surgi à l'Est ? Quel chemin pourrait prendre la transition entre le système politique du communisme et le système pluraliste qui permet la coexistence permanente d'opinions différentes ?

De fait, la transition dans les Etats fédéraux se présente sous une double forme : *primo*, l'acquisition de la *souveraineté nationale*, et, *secundo*, l'introduction d'éléments démocratique par le biais du multipartisme et de la privatisation. Si nous ajoutons l'un à l'autre deux éléments sociaux qui coïncident mais qui ne sont pas la cause et la conséquence, à savoir la transition politique et la revendication de l'indépendance, c'est pour bien marquer le fait que se cache sous le terme de démocratisation de la société un autre processus social qui est l'indépendance nationale. Autrement dit, tous les pays ex-socialistes n'ont pas eu le même parcours, c'est pourquoi il faudrait distinguer entre les pays qui sont passés à la transition sans confrontation militaire et les pays qui revendiquaient à la fois la transition et l'indépendance, celle-ci étant une cause possible de guerre. Par ailleurs, malgré les conflits guerriers, la transition yougoslave n'est pas séparable des problèmes du passage des anciens régimes socialistes au capitalisme. La crise yougoslave, plus précisément la guerre intérieure sur son espace due à une forte liaison entre le processus de transition (que ce soit son acceptation ou son refus) et l'aspiration à l'indépendance, n'est rien d'autre qu'une des versions de la transition du communisme au capitalisme et, dans ce cas, notre analyse rend les concepts explorés plus universels. Par conséquent, *les changements politiques et économiques, suivis de la guerre, peuvent ouvrir la voie aussi bien à la démocratisation qu'à la fascisation des sociétés en voie de transition.*

En vue d'assurer une plus grande clarté du sujet choisi, nous l'avons divisé en quatre parties. La première partie *Les clivages sociaux de la société yougoslave et le multipartisme* est consacrée à l'examen des clivages sociaux traversant la société yougoslave.

Pour que la description de la transition politique croate et serbe soit plus fiable, une analyse du *Multipartisme et de la transition politique en Croatie et en Serbie*, présentée en deuxième partie, est nécessaire. La question de la structure sociale se pose doublement : il s'agit de décrire sa capacité à répondre aux besoins du multipartisme et de voir sur quels supports devait reposer la nouvelle intégration sociale. Les nouveaux pouvoirs, issus des élections, face à un lourd héritage de non-reconnaissance des partis politiques, quant à eux, et cela malgré l'articulation des différentes demandes sociales par le biais des partis politiques, considèrent le conflit social comme le ferment le plus désintégrateur de la société nationale. Le rôle de l'opposition est toujours limité par la place qu'occupent les armes, d'une part, et la nature des nouveaux régimes,

d'autre part. Enfin, il se trouve que ces régimes ne parviennent à créer une apparence de complète intégration nationale qu'en discréditant les partis et organisations contestataires. Néanmoins, ce serait une erreur capitale de ne pas souligner le fait que les nouveaux pouvoirs ne tentent pas de liquider les forces organisées dites d'opposition, mais de les dissimuler et de les réduire à peu de chose. Ce contexte social va déterminer la situation contradictoire d'une opposition bénéficiant d'un immense soutien de la population tout en ne pouvant participer au destin national. En outre, l'opposition ne peut trouver sa place face à un nationalisme exacerbé, et, de ce fait son rôle varie, il est notamment très différent en temps de paix et en temps de guerre.

La troisième partie *Le monopole de la violence légitime* s'attache à montrer la décomposition de l'Armée fédérale yougoslave. Son incapacité à répondre aux défis du multipartisme (la dépolitisation et la professionnalisation), à la montée du nationalisme et aux revendications d'indépendance (les conflits nationaux armés ont suivi) l'a rangée du côté du pouvoir serbe, la poussant à défendre un étrange mélange d'idéologie communiste et de nationalisme exprimé par le grand-serbisme et le nettoyage ethnique. Parallèlement, la contestation de la légitimité de l'Armée fédérale sur les espaces slovène et croate a débouché sur la création de nouvelles armées nationales. La tactique consista à substituer des milices nationales à la JNA. Dans le cadre d'une recherche théorique, outre les différentes définitions théoriques des groupes (para)militaires, que ce soit des groupes de volontaires recrutés par des partis politiques ou le Ministère de l'intérieur du pays concerné ou encore des mercenaires venus de l'étranger, nous nous efforcerons de dévoiler l'interaction entre le système (le niveau politique et le niveau hiérarchique dans l'armée concernée) et l'engagement dans les groupes paramilitaires (volontaires/mercenaires).

La formation conflictuelle de la société post-titiste est suivie par la tentation des nouveaux pouvoirs de déterminer la transformation du système politique et économique, d'en faire une structure guerrière, en le mettant sous leur contrôle. Enfin, dans cette analyse, nous nous pencherons sur le phénomène de "l'opposition armée" qui n'est pas seulement un nouvel acteur politique issu de la guerre, mais également le pilier d'une nouvelle classe économique, là où économie rime avec corruption.

La dernière partie *Le processus de fascisation* dessine le cadre dans lequel se situent les conséquences à la fois politiques et économiques de la transition négative, appelées processus de fascisation. Les éléments de la transition vers la fascisation apparaissent tout d'abord dans la problématique de la crise puis de la guerre. C'est pourquoi l'objectif des nouveaux pouvoirs est d'assurer la cohésion sociale sur le plan national, cohésion menacée par la modernité et la démocratie. Naturellement, pour pouvoir vérifier nos hypothèses une comparaison entre différentes situations historiques au moment où la crise sociétale globale présentait un risque de fascisation du pouvoir va de soi. Nous tenterons plus précisément de mettre en évidence un type de fascisation qui correspond plutôt :

- a) aux pays *en voie de développement* (y compris l'Amérique latine) et
- b) aux pays ex-communistes *en voie de transition* qui sont en même temps touchés par la guerre.

Le fait de réduire la nation à la solidarité nationale avant, pendant et après la guerre, a pour conséquence directe le refus du pluralisme politique, non plus interdit comme auparavant mais confronté à l'impossibilité de s'institutionnaliser. C'est pourquoi d'ailleurs les principaux points de similitude entre la transition d'aujourd'hui et le fascisme d'hier se trouvent dans le domaine politique, car il y a un rapport particulier au pouvoir. Pourtant nous ne traiterons pas les mouvements fascistes ou les partis d'orientation fascisante. Nous nous interrogerons principalement sur les possibilités d'accession à une forme de gouvernement nommée fascisation, compte tenu des conditions de démocratisation actuelle. Le processus est tel qu'un parti, au nom

de la nation ou de l'Etat, devient l'instrument de la prise en main de tout l'appareil de l'Etat, sans renoncer aux principes démocratiques.

Si nous adhérons d'ailleurs à la notion de *processus de fascisation* c'est pour marquer que :

- a) c'est un processus (il est en cours d'établissement, mais il n'est pas achevé),
- b) de même que la démocratisation n'est pas égale à la démocratie, la fascisation n'est pas réductible au fascisme.

CURRICULUM VITAE

Marina Glamotchak

glamme@yahoo.fr

Spécialiste de l'espace yougoslave et des balkans

ETUDES

- 06/12/2000 Soutenance de la thèse de doctorat de l'EHESS à Paris, intitulée *Processus de transition entre démocratisation et fascisation (Analyse sociologique appliquée en Croatie et en Serbie)* ;
Mention : Très Honorable, avec félicitations du Jury à l'unanimité
Directeur de recherche : Monsieur Alain JOXE, Directeur d'études à l'EHESS
Composition du Jury : Monsieur Michel WIEVIORKA (Président), Directeur d'études à l'EHESS, Monsieur Aljo_a MIMICA, Professeur à l'Université de Belgrade, Monsieur Jean-Charles SZUREK, Directeur de recherche au CNRS.
- 1994 - 2000 Etudes doctorales sous la direction de M. Alain JOXE à l'EHESS à Paris
- 1991 - 1994 Diplôme de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris ayant valeur de DEA. Ce mémoire en Sociologie de la défense et de la stratégie, intitulé *Les conceptions de la Grande Croatie et de la Grande Serbie dans l'émigration politique*, fut recommandé pour la publication et obtint le prix de l'EHESS
- 1986 - 1990 Etudes de 3^e cycle à la Faculté de philosophie à Belgrade
- 1985 - 1987 Etudiante libre en sociologie de la religion à la Faculté de philosophie à Zagreb
- 1979 - 1984 Licence de sociologie (sociologie de la famille) à la Faculté de philosophie à Belgrade.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- Depuis 2000 Chercheur-associé à l'IHESI (Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure), Paris
- Depuis 1999 Assistante de recherche du Groupe de travail sur le Pacte de stabilité, CIRPES/EHESS et Groupe de Sociologie de la défense (EHESS)
- 1995 - 1998 Chercheur-associé au Centre des Etudes des Mouvements Sociaux (C.E.M.S.), URA 102, associé au CNRS
- 1997 Chercheur invité au Collegium Budapest - Institut for Advanced Study
- 1991 - 1994 Un des fondateurs et membre de la rédaction de *Dialogue*, revue internationale d'arts et de sciences éditée à Paris
- 1986 - 1987 Collaboratrice externe de L'Institut des sciences sociales de Belgrade sur le projet *Les possibilités du développement de la société yougoslave*.
DEA : *Les caractéristiques sociologiques de l'émigration politique*
- 1986 Réalisation d'un projet sur *Les problèmes de l'instruction dans les collèges et lycées*, publié sous forme de brochure, au Centre de recherche sur la jeunesse

- 1983 - 1986 Recherches sur le terrain concernant l'organisation de groupes informels.
 1982 - 1986 Coopération avec l'Institut en recherches sociologiques à la Faculté de philosophie de Belgrade Publication en 1985 : *La stratification sociale de la société yougoslave*

PUBLICATIONS

LIVRES

- 1997 *Les conceptions de la Grande Croatie et de la Grande Serbie dans l'émigration politique*, KPZ, U_ice
 2001 *Monopole de la violence légitime* (les groupes paramilitaires et leurs rapports avec le pouvoir), L'Harmattan, Paris (décembre)

BROCHURES

- 1986 *Les problèmes de l'instruction dans les collèges et lycées*, Centre de recherche sur la jeunesse, Belgrade
 1998 *Les processus de la transition*, Discussion Papers N° 42, Collegium Budapest, Institut for Advanced Study, Budapest

ARTICLES

- 1990 "A View on the Serbian Political Emigres", *L'émigration serbe hier et aujourd'hui* (recueil d'articles sous la direction de Predrag SIMI_ et Vladimir GRE_I_), Institut za međunarodnu privredu i politiku, Belgrade, pp. 105-117
 1991 "La démocratie entre l'autodétermination des peuples et stabilité des Etats", *Notre pensée*, N° zero, Paris, pp. 3-5
 1992 "La signification idéologique du droit des nations à disposer d'eux-mêmes", *Dialogue*, N° 1, Paris, pp. 7-11
 1993 "Etre prisonnier d'une conscience nationale", *Dialogue*, N°6, Paris, pp. 2-3
 1998 "La genèse de l'émigration croate et serbe", *Balkanologie*, N° 3, Paris, pp. 37-61
 2001 "Conséquences politiques du Pacte de stabilité de l'Europe du Sud-Est en Serbie", *Cahiers d'Etudes Stratégiques*, N° 27, CIRPES/EHESS, Paris, (à paraître en décembre 2001, texte d'une trentaine de pages)
 2001 "Croatie. La sortie de l'isolement", *Courrier des pays de l'Est*, La Documentation française, N° 1016, Paris
 2001 Plusieurs textes à paraître au *Débat stratégique* au cours de l'an 2001.
 2001 Collaboration à l'édition d'une *Encyclopédie sociologique* sous la direction de M. BOGDANOVI_, A. MIMICA et S. VUJOVI_, Belgrade

COMPTE -RENDUS

- 1987 Esad _IMI_, *Le dogme et la liberté (Dogma i sloboda)*, revue : *Sociolo_ki pregled*, Belgrade
 1989 Vladimir GRE_I_, *L'immigration et l'intégration des étrangers (Imigracija i integracija stranih radnika)*, revue *Ekonomska politika*, , Belgrade
 1989 Michel WIEVIORKA, *Société et terrorisme*, revue *Sociologija*, , Belgrade
 Dragan SIMEUNOVI_, *Nouvel ordre social et Etat-national*, revue *Dialogue*, N°9, Paris

CONFERENCES

- 1989 *Liberté et dogme*, La table ronde, Associations des étudiants, SCC, Belgrade
- 1990 *Aspects sociologiques de l'émigration politique serbe*, Institut za međunarodnu politiku i privredu, Belgrade
- 1991 *A Sociological Approach to the Genesis of the Serbian Political Emigration*, Society of Serbian Writers and Artists Abroad, Londres
- 1997 *Processus de la fascisation*, University East Central Europe, Budapest et Collegium Budapest
- 1999 *Transition politique, le cas yougoslave*, Association de sociologues canadiens, Ohrid (Macédoine).
Annulée en raison de la guerre en RFY
- 2000 Participation au colloque Stratégies eurasiatiques et stabilité en Europe du Sud-juin
Est, CIRPES, Paris, exposé portant sur les *Conséquences politiques du Pacte de stabilité du Sud-Est en Serbie* ;
- 2000 Participation au colloque du CIRPES/EHESS, Paris, exposé portant sur les *Causes*
décembre *et conséquences : Pacte de stabilité du Sud-Est et changement politique en Serbie* ;
- 2001 *Pacte de stabilité du Sud-Est et espace balkanique*, Université de Szeged, Hongrie.
- 2001 *Pacte de stabilité du Sud-Est et espace balkanique*,. à la Faculté de philosophie à Belgrade

ACTIVITES EN MATIERE D'ENSEIGNEMENT

- 1987 *La religion et les jeunes d'aujourd'hui*, Centre de recherche sur la jeunesse, Dom omladine, Belgrade
- 1988 *Le christianisme et l'islam*, Centre de recherche sur la jeunesse, Dom omladine, Belgrade
- 2000 *Schéma politique et sociologique de l'immigration des Balkans et plus particulièrement Croatie et Serbie*, Centre national d'Etudes et de Formation (CNEF), Gif-sur-Yvette
Actualité de la situation de l'immigration, Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, Paris
Opposition armée : positions aux plans politiques et économiques au regard de la criminalité organisée, Centre national d'Etudes et de Formation (CNEF), Gif-sur-Yvette.

AUTRES EXPERIENCES

- 2001 Encadrement d'une coopération entre l'Institut sociologique en criminologie et l'IHESI (Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, Paris).
- 1999 Préparation d'un numéro spécial *La cause commune*, la revue de la CIMADE, Paris
- 1989 - 1994 Journaliste indépendant : publications de plusieurs articles dans la presse ("*Stav*", "*Pobjeda*", "*NIN*", "*Borba*"), dont, principalement, des interviews (Edgar MORIN)

et des analyses politiques.

Depuis

01/07/1993 Employée au Service Orientation des lecteurs de la Bibliothèque Nationale de France.

PRIX

1995 Prix de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris pour le meilleur Diplôme de l'EHESS en 1994

BOURSES

1997, Collegium Budapest

1999, EHESS, Centre des Relations Internationales.

LANGUES

Serbo-croate, langue maternelle

Français

Connaissances des langues slaves (russe, slovène, bulgare, macédonien), anglais.

PROJETS

- Coopération avec le Centre culturel de France à Belgrade au projet OPEN SERBIA
- Coopération avec le Groupe de Sociologie de la défense (EHESS) sur le Pacte de stabilité de l'Europe du Sud-Est
- Coopération avec l'Université de Szeged (Hongrie) autour du thème "Le Maghreb, les Balkans dans leurs rapports à la Méditerranée". Plusieurs colloques, publication de leurs actes ainsi qu'un séjour d'un mois en Hongrie sont prévus ;
- Colloque à Barcelone sur la sécurité européenne, le sujet choisi pour l'exposé : "Les groupes paramilitaires en face de changement démocratique en Serbie".